

# Mobilisation contre l'usine d'engrais azotés Yara : 400 manifestants à Saint-Nazaire

[Ouest-France](#) Benoit ROBERT. Publié le 14/10/2023 à 16h35

Située à Montoir-de-Bretagne, près de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), l'usine de fabrication d'engrais azotés est classée Seveso seuil haut. Ce samedi 14 octobre, 400 manifestants ont réclamé la fermeture administrative de l'usine.



Sur le parvis de la mairie de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), plusieurs opposants ont composé la phrase : « Yara suspension administrative ». Face à eux, plusieurs centaines de manifestants ont ensuite pris la direction de la sous-préfecture de Saint-Nazaire. | OUEST-FRANCE

À Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), près de 400 opposants à l'usine Yara ont brièvement défilé dans les rues ce samedi matin 14 octobre. Dans leur collimateur : le site de fabrication d'engrais azotés situé à Montoir-de-Bretagne, commune de 7 300 habitants adossée à la cité nazairienne.

Pour les manifestants issus d'associations environnementales ou d'habitants, les quelques représentants de partis politiques (EELV, LFI) ou les simples citoyens, le mot d'ordre est

simple : « **Nous demandons la suspension administrative du site.** » [Classé Seveso seuil haut](#), l'établissement, qui emploie 170 salariés, produit ses engrais pour des coopératives agricoles ou de grosses exploitations dans le Grand Ouest de la France.



Une dizaine d'associations étaient représentées ce samedi matin 14 octobre, lors de la manifestation contre Yara, à Saint-Nazaire. | OUEST-FRANCE

« **Yara profiteur, État complice !** » Dans les rues qui séparent l'hôtel de ville, lieu de rassemblement, et la sous-préfecture, celui des prises de paroles, les représentants d'un collectif de dix-huit associations ont donné de la voix. Comme Marie-Aline Le Clerc, présidente de l'[Association environnementale dongeoise des zones à risques](#) et du PPRT (AEDZRP) : « **L'année dernière, nous avons rassemblé pas mal d'élus. Cette fois, il y a plus d'habitants** », remarque la militante, qui ne cache pas son regret face à une mobilisation qu'elle aurait imaginé plus large.

Selon elle, compte tenu de « **l'inertie** » de l'industriel face à la nécessaire et profonde remise aux normes de son appareil de production, il faut agir vite. « **Le préfet reste sourd à nos demandes. Les astreintes auxquelles est soumis Yara ne servent à rien. Nous demandons donc à la Carene (N.D.L.R. : Communauté d'agglomération de la région nazairienne et de l'Estuaire) de déposer plainte contre l'industriel.** »

## **De gré ou de force**

La collectivité, représentée par Claude Aufort, vice-président chargé de la santé et maire de Trignac, n'y est pas favorable. **« Je soutiens néanmoins l'idée de fermeture administrative du site, car la question de sa dangerosité est de plus en plus sensible. »**

Il y a peu, à Montoir, Yann Lagadeuc, directeur du site de Yara depuis cet été, confiait dans nos colonnes : **« On est en conformité sur beaucoup de sujets, mais la législation change souvent, les normes évoluent. Nos sites sont suivis, inspectés et contrôlés par l'État. »**

Une visite de l'usine avec les élus de la commune devrait avoir lieu prochainement. Mais pour le député Matthias Tavel (LFI), **« la mise en conformité doit avoir lieu de gré ou de force. Sans que les salariés soient des variables d'ajustement »**.